

Cabinet COUDRAY

Société d'avocats

www.cabinet-coudray.fr

Avocat honoraire

Yvon COUDRAY

Docteur en droit
Maître de conférences à l'Université
Ancien responsable du Master 2 contentieux
des personnes publiques
Spécialiste en droit public

Avocats associés

Layla ASSOULINE

DEA Droit public
DEA Droit social
Spécialiste en droit
de la fonction publique

Esther COLLET

DEA Droit public
Spécialiste en droit de l'urbanisme

Sophie GUILLON-COUDRAY

Docteur en droit
Chargée d'enseignement
à l'Université de RENNES II
Spécialiste en droit public

omain THOMÉ

DESS Droit secteur public économique
Spécialiste en droit de l'expropriation

Avocats collaborateurs

Jean-Franck CHATEL

DEA Droit public et
droit de l'environnement

Tanguy MOCAER

DEA Droit public
Master 2 Carrières judiciaires
option contentieux

Julie COHADON

Master 2 Carrières judiciaires
option contentieux

Marjorie DA SILVA OLIVEIRA

Master 2 Droit public
droit de l'environnement
droit communautaire

Raphaële ANTONA TRAVERSI

DESS Droit de l'environnement et de
l'aménagement du territoire

Madame Françoise NICOLAS
AMBASSADE DE FRANCE à COTONOU
SCAC - 13 rue Louveau
92432 CHATILLON CEDEX

Rennes, le 10 mars 2010

DOSSIER N° 0913852/5-2

N/R. : LA/JC/FL 1444/09490

AFF. : NICOLAS (Mme) c/ Min. aff. Etrangères

A rappeler impérativement

P. J. :

Affaire suivie par Me Julie COHADON

Chère Madame,

Je reviens vers vous dans le cadre de ce dossier où le courrier que j'ai adressé au Ministère des affaires étrangères afin d'obtenir le retrait de certaines pièces de votre dossier administratif, reçu par les services du Ministère le 14 décembre 2009, n'a fait l'objet d'aucune réponse.

En application de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence gardé pendant 2 mois par le Ministère sur cette demande a fait naître une décision implicite de refus le 14 février 2010.

Comme je vous l'indiquais dans mon courrier du 9 novembre 2009, cette décision peut être contestée devant le Tribunal administratif de PARIS dans un délai de deux mois, **soit jusqu'au 14 avril au plus tard.**

A défaut, votre requête sera considérée comme irrecevable car tardive.

Cabinet COUDRAY

SELARL

14 avenue du Sergent Maginot

CS 34442

35044 RENNES CEDEX

Tel: 02.99.30.16.28

Fax: 02.99.30.34.90

contact@cabinet-coudray.fr

En conséquence, je vous remercie de me transmettre vos instructions afin que je sache si je vous souhaitez que je rédige une requête en annulation à l'encontre de ce refus implicite.

Dans l'attente et restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Chère Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Layla ASSOULINE